



Conseil de sécurité

Distr. générale
16 décembre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 16 décembre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Médiateur

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le vingt-deuxième rapport du Bureau du Médiateur auprès du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, soumis en application des dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 20 de l'annexe II de la résolution [2368 \(2017\)](#), dans lequel le Conseil de sécurité a demandé que le Médiateur lui présente des rapports semestriels sur ses activités. Le rapport rend compte des activités menées par le Bureau depuis la publication du précédent rapport et couvre la période allant du 24 juillet au 16 décembre 2021.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre, du rapport et de son annexe* à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Médiateur du Comité du Conseil de sécurité faisant suite
aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#)
concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech),
Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises
et entités qui leur sont associés
(Signé) Daniel **Kipfer Fasciati**

* L'annexe est distribuée uniquement dans la langue de l'original.



Rapport du Bureau du Médiateur soumis en application de la résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité

I. Contexte

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par le Bureau du Médiateur depuis la publication de son vingt et unième rapport au Conseil de sécurité (S/2021/676), le 23 juillet 2021.

II. Activités relatives aux demandes de radiation de la Liste

A. Généralités

2. Pendant la période considérée, les activités du Bureau ont principalement porté sur l'examen des demandes de radiation présentées par des personnes inscrites sur la Liste. Dans le cadre du traitement des dossiers en cours, le Médiateur a communiqué avec les États Membres concernés, mené des recherches indépendantes, et s'est entretenu avec les requérants et divers experts et interlocuteurs intéressés.

B. Demandes de radiation de la Liste

3. Au cours de la période considérée, le Bureau du Médiateur a été saisi de trois nouvelles demandes de radiation. Au 16 décembre 2021, il avait accepté d'instruire 99 demandes de radiation depuis sa création. Sauf demande expresse du ou de la requérant(e), tous les noms demeurent confidentiels pendant l'instruction. En cas de rejet ou de retrait de la demande, le nom du ou de la requérant(e) n'est révélé à aucune étape de la procédure.

4. Depuis la création du Bureau du Médiateur, 93 rapports d'ensemble¹ ont été présentés au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'annexe II de la résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité ou aux dispositions équivalentes des résolutions antérieures pertinentes. Au cours de la période considérée, trois rapports d'ensemble ont été soumis au Comité. Deux d'entre eux sont toujours à l'examen au moment de l'établissement du présent rapport, et le Comité doit se prononcer sur la troisième demande. En raison de sa démission, qui prendra effet le 17 décembre 2021, le Médiateur a présenté deux des trois rapports d'ensemble susmentionnés avant l'expiration du délai prévu par la résolution pour la phase de concertation, afin qu'ils puissent être soumis avant son départ. À cet effet, le Bureau a entretenu une communication étroite avec les conseils et les États concernés s'agissant de la soumission d'informations et de l'organisation des déplacements du Médiateur pour rencontrer les requérants.

¹ Ce chiffre comprend une demande dont l'examen a pris fin en 2011, le requérant ayant retiré sa demande de radiation de la Liste après que la Médiatrice eut soumis et présenté son rapport au Comité. Il comprend également une demande dont l'examen a pris fin en 2013 et à laquelle le Comité a répondu favorablement, radiant le requérant de la Liste après que la Médiatrice lui eut soumis son rapport, mais avant qu'elle ne le lui ait présenté. Il ne comprend toutefois pas trois autres demandes pour lesquelles le dossier de la Médiatrice était devenu sans objet, le Comité ayant décidé de radier les requérants de la Liste avant qu'elle n'ait soumis son rapport.

5. Le Médiateur a également présenté un rapport d'ensemble au Comité lors d'une réunion en présentiel tenue le 24 novembre 2021.

6. Le Médiateur s'est entretenu avec trois requérants. Deux des trois entretiens ont été réalisés en face-à-face. Dans le troisième cas, pour des raisons indépendantes de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'État de nationalité et de résidence du requérant a informé le Médiateur que les autorités nationales ne lui permettraient pas de rencontrer le requérant en personne s'il se rendait dans le pays à cette fin. L'entretien s'est donc déroulé par visioconférence.

7. Depuis la publication du vingt et unième rapport semestriel, une personne a été radiée de la Liste à la suite de l'examen du dossier concerné par le Médiateur et des recommandations formulées par celui-ci.

8. Depuis la création du Bureau, 93 demandes de radiation concernant des personnes, des entités ou une association des deux ont été traitées en recourant à la procédure de médiation ou sur décision distincte du Comité. Sur les 88 demandes de radiation pour lesquelles la procédure de médiation a été menée à son terme, 65 ont été acceptées et 23 ont été rejetées. En conséquence de la suite positive donnée à ces 65 demandes, 60 personnes et 28 entités ont été radiées de la Liste, et le nom d'une entité a été retiré car celle-ci figurait déjà sur la Liste sous un autre nom. En outre, quatre personnes ont été radiées par le Comité avant la fin de la procédure de médiation et une demande a été retirée après la soumission du rapport d'ensemble. On trouvera sur le site Web du Bureau du Médiateur une description de l'état d'avancement de tous les dossiers² et, dans l'annexe du présent rapport, un récapitulatif de l'état d'avancement des derniers dossiers.

9. Six dossiers sont actuellement en instance. Trois en sont au stade de la collecte d'informations. Dans deux cas, le Médiateur a soumis son rapport d'ensemble au Comité pour examen, et, dans un cas, il a présenté le rapport au Comité.

10. Les six dossiers en instance ont été déposés par des personnes. Jusqu'à présent, 91 des 99 demandes de radiation déposées l'ont été par des personnes, 2 par une personne associée à une ou plusieurs entités et 6 par des entités. Dans 58 cas sur 99, le requérant a choisi d'être assisté d'un conseil.

11. Parallèlement aux six dossiers en instance, au cours de la période considérée, le Bureau a pris langue avec deux autres personnes inscrites sur la Liste qui ont exprimé le souhait de déposer une demande de radiation mais ne l'a pas encore fait.

C. Collecte d'informations auprès des États

12. Pour chaque demande qu'il reçoit, le Médiateur invite les États Membres concernés à lui fournir des informations de fond, accompagnées, si possible, de preuves écrites les étayant.

13. Dans le cadre de l'examen des demandes de radiation acceptées pendant la période considérée, le Bureau a adressé 12 demandes d'informations à des États Membres et est en passe d'en adresser 11 autres.

14. Le Médiateur a rencontré les représentants de plusieurs États Membres à New York pour discuter des demandes en instance.

15. En ce qui concerne les trois dossiers pour lesquels le Médiateur a soumis son rapport d'ensemble au cours de la période considérée, le Bureau a envoyé 19 demandes d'informations à des États et reçu 15 réponses. Dans un cas, un État a

² Voir www.un.org/securitycouncil/fr/ombudsperson/status-of-cases.

l'origine de l'inscription n'a pas répondu à la demande d'informations. Dans un autre cas, l'État de nationalité a communiqué avec le Bureau mais n'a pas fourni d'informations pertinentes. Dans un cas, l'État de nationalité et de résidence a répondu mais n'a pas fourni d'informations.

16. Le Médiateur rappelle qu'il est essentiel que les États fournissent des informations actualisées et pertinentes car il analyse la situation du requérant au moment de l'examen de la demande, et non au moment de l'inscription sur la Liste. Parmi les réponses reçues, certaines ne font que répéter les informations figurant dans le résumé des motifs ayant présidé à l'inscription.

17. Au cours de la période considérée, le Médiateur n'a pas eu la possibilité de raccourcir la phase de collecte d'informations comme le prévoit le paragraphe 3 de l'annexe II de la résolution 2368 (2017).

D. Dialogue avec les requérants

18. Au cours de la période considérée, le Médiateur et son bureau ont eu des échanges avec tous les requérants et leurs conseils, notamment par écrit, par téléphone, par visioconférence et en personne.

19. Le Médiateur s'est entretenu avec trois requérants au cours de la période considérée. Comme indiqué au paragraphe 6 ci-dessus, deux entretiens ont été réalisés en face-à-face. Dans le troisième cas, l'entretien s'est tenu par visioconférence.

20. Le Médiateur réitère que les entretiens devraient s'effectuer en personne pour permettre une approche plus globale et dans un souci d'équité envers le requérant. On trouvera plus de détails sur l'importance des rencontres en personne avec les requérants dans la section V ci-dessous.

E. Accès aux informations classifiées ou confidentielles

21. Pendant la période considérée, le Médiateur a poursuivi ses efforts pour conclure de nouveaux accords et arrangements avec des États, soulignant les avantages de la coopération avec le Bureau lors de rencontres bilatérales. Il appelle en particulier les États de nationalité et de résidence des personnes inscrites sur la Liste à conclure un arrangement afin de renforcer le cadre relatif à la fourniture d'informations classifiées, déclassifiées ou confidentielles au Médiateur.

22. Au total, le Bureau du Médiateur a conclu 21 accords ou arrangements concernant l'accès aux informations classifiées³. Deux accords ont été passés avec l'Autriche et la Roumanie, et des arrangements ont été conclus avec les 18 pays suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse. En outre, la République arabe syrienne s'est déclarée disposée à partager des informations avec le Bureau dans le cadre d'un arrangement ad hoc.

³ De plus amples informations sont disponibles sur la page Web du site du Bureau du Médiateur consacrée à ce sujet (voir www.un.org/securitycouncil/fr/ombudsperson/classified_information).

III. Résumé des activités relatives au renforcement du Bureau du Médiateur

A. Généralités

23. Les 26 et 27 juillet 2021, à Genève, le Médiateur a participé à un séminaire sur les sanctions organisé par l'Institut de hautes études internationales et du développement et le Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité (Division des affaires du Conseil de sécurité).

24. Le 5 novembre, un représentant du Bureau du Médiateur a présenté un exposé lors d'un séminaire à l'intention des nouveaux membres du Conseil de sécurité organisé par la Division des affaires du Conseil de sécurité et Security Council Report.

25. Le 3 décembre, à l'occasion d'une réunion publique d'information tenue par visioconférence, le Médiateur a présenté aux États Membres son mandat et le travail du Bureau.

26. Le 5 décembre, le Médiateur a participé, par visioconférence, à une session de formation sur les sanctions à l'intention des nouveaux membres du Conseil de sécurité, qui a été organisée par le Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité et l'Institut de hautes études internationales et du développement et s'est tenue au Greentree Estate.

27. Le Bureau a reçu une mise à jour du Koweït concernant le programme de réhabilitation mis en place par le pays pour ses citoyens inscrits sur la Liste. Les Koweïtiens qui suivent ce programme avec succès bénéficieront du soutien des autorités koweïtiennes s'ils présentent une demande de radiation.

28. Au cours de la période considérée, le Médiateur a continué de discuter bilatéralement avec les États Membres de sa proposition de fournir aux requérants une version expurgée du rapport d'ensemble les concernant en lieu et place d'un résumé de l'analyse contenue dans ledit rapport. On trouvera plus d'informations sur cette proposition dans la section V ci-dessous.

29. Au cours de la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, en septembre, et de la Semaine du droit international, en octobre, le Médiateur s'est entretenu avec plusieurs représentants d'États Membres au sujet de l'évolution du Bureau et de ses propositions d'amélioration, de la nouvelle résolution et du renouvellement du mandat, ainsi que de la transition au poste de Médiateur.

30. Le Médiateur s'est entretenu des mêmes sujets, de manière informelle, avec des membres du Comité et des représentants d'autres États, y compris des membres du groupe des États de même avis sur les sanctions ciblées.

B. Interaction avec le Comité et l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions

31. Au cours de la période considérée, le Bureau a poursuivi sa collaboration avec la présidence du Comité et avec le coordonnateur et les membres de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions. Cette dernière a continué de lui communiquer des informations utiles sur les dossiers en cours d'instruction, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'annexe II de la résolution [2368 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité.

32. Depuis la publication de son vingt et unième rapport, le Médiateur a présenté un rapport d'ensemble au Comité.

33. L'Équipe de surveillance a fourni un appui fonctionnel au Bureau du Médiateur dans deux cas, et un de ses experts a fait part de son point de vue sur des informations qui avaient été obtenues de manière indépendante par le Bureau.

34. Le Médiateur a discuté de la question du contenu du résumé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste avec des membres de l'Équipe de surveillance. Le Médiateur souligne qu'il importe que les informations figurant dans la Liste soient tenues à jour et exactes. On trouvera plus d'informations à ce sujet dans la section V ci-dessous.

C. Liaison avec les États, les organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales

35. Au cours de la période considérée, le Bureau du Médiateur a poursuivi ses consultations avec les institutions et organismes des Nations Unies et les États Membres, en particulier ceux qui sont membres du Comité et ceux concernés par les demandes de radiation en instance.

36. Le Bureau a également eu des échanges avec des représentants de services de répression, des avocats, des spécialistes de la lutte antiterroriste, des juristes internationaux et des professionnels du droit international et du droit des droits de l'homme.

D. Méthodes de travail et travaux de recherche

37. Au cours de la période considérée, le Médiateur et son équipe ont continué d'effectuer des recherches approfondies à partir de sources d'informations publiques et de consulter divers interlocuteurs et experts issus d'États Membres ou d'États non membres pour recueillir et analyser les éléments dont ils avaient besoin aux fins de l'examen des demandes de radiation de la Liste.

E. Site Web

38. Le Bureau a continué de revoir et d'actualiser son site Web pendant la période considérée⁴.

IV. Autres activités

A. Notifications d'inscription

39. Conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 20 de l'annexe II de la résolution 2368 (2017), le Médiateur informe directement les personnes ou entités de leur inscription sur la Liste lorsque leur adresse est connue et que les États concernés ont été informés.

40. Au cours des cinq mois qui ont suivi la publication du vingt et unième rapport semestriel, une entrée a été ajoutée à la liste relative aux sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida. La question de la notification s'est posée pour cette entrée, et la personne concernée est en passe d'être notifiée.

⁴ Voir www.un.org/securitycouncil/fr/ombudsperson.

41. Le Bureau a écrit à un État Membre pour obtenir les adresses des personnes nouvellement inscrites sur la Liste. L'État Membre a répondu mais n'a pas fourni les informations demandées.

B. Transition

42. En raison de sa démission, qui prendra effet le 17 décembre 2021, le Médiateur s'est entretenu avec le Président du Comité, les membres du Comité et le Secrétariat des moyens à mettre en œuvre pour préserver l'équité de la procédure pour les requérants dont la demande sera instruite durant la période de transition, en particulier au cas où le poste de médiateur resterait vacant avant la nomination du prochain titulaire.

43. Le Médiateur a contribué au recrutement de son successeur en participant aux entretiens en tant que membre du jury et en faisant part de ses avis sur les candidats susceptibles de convenir.

44. On trouvera plus d'informations sur la transition au poste de Médiateur dans la section V ci-dessous.

C. Questions diverses

45. Le Médiateur a répondu à plusieurs demandes d'informations concernant le Comité et le mandat du Médiateur. Comme suite à ces demandes, qui comprenaient notamment des demandes d'assistance de la part d'États souhaitant obtenir des informations ou des éclaircissements et des demandes émanant d'organisations non gouvernementales, d'avocats, de particuliers, de médias et du public, il a fourni de la documentation destinée au grand public, selon qu'il convenait.

V. Observations et conclusions

46. Les observations formulées dans les précédents rapports du Médiateur (en particulier ceux publiés sous les cotes [S/2018/579](#), [S/2019/112](#), [S/2019/621](#), [S/2020/106](#), [S/2020/782](#), [S/2021/122](#) et [S/2021/676](#)) restent valables.

A. Questions institutionnelles : renouvellement du mandat, nomination d'un successeur, Médiateur par intérim ou autre représentant et mesures transitoires

47. Les observations formulées dans le vingt et unième rapport et les rapports précédents concernant le problème récurrent de l'indépendance du Bureau du Médiateur et la proposition tendant à créer un poste de médiateur adjoint ou un autre mécanisme d'appoint en cas d'absence du Médiateur restent valables.

48. En 2009, le Conseil de sécurité a créé un mécanisme d'examen sous la forme d'une procédure de médiation. Depuis lors, le mécanisme a été amélioré grâce au travail de trois médiateurs, en collaboration avec le Comité. Il s'est avéré solide et efficace pour garantir au moins l'équité et la régularité de la procédure, qui sont des éléments essentiels.

49. Les recommandations du Bureau visant à empêcher que l'absence d'un médiateur n'affecte l'équité de la procédure, qui ont été décrites dans de précédents rapports au Conseil de sécurité, n'ont pas encore été examinées par le Comité ou le Conseil. L'absence de consensus politique pour résoudre la question constitue une

menace pour la continuité et l'équité, tant pour le mécanisme dans son ensemble que pour les dossiers en cours d'instruction.

Renouvellement du mandat

50. La faiblesse institutionnelle de la fonction est particulièrement évidente à l'expiration d'un mandat, pendant la période qui va de la cessation de fonctions du titulaire du poste au renouvellement du mandat. Rien ne peut être considéré comme acquis, pas même le mécanisme de décision par consensus contraire, qui est un élément central du mandat, et le renouvellement et les dispositions du mandat peuvent être sujets à des négociations politiques, tout comme la nomination d'un successeur. Pendant ce temps, plusieurs centaines de personnes et d'entités restent inscrites sur la Liste relative aux sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida, et sont en droit d'attendre que leur demande de radiation soit étudiée.

Nomination d'un successeur

51. La résolution [2368 \(2017\)](#) expire le 17 décembre 2021 et, avec elle, le mandat du Médiateur. Ce dernier a présenté sa démission le 3 juin 2021, soit plus de six mois avant son départ effectif, le 17 décembre, et, malgré cette annonce faite en temps utile, son successeur n'a toujours pas été nommé.

52. Le Bureau a été contacté par un nombre considérable d'États, membres non permanents du Conseil de sécurité autant que non-membres, qui ont exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de la fonction de médiateur et à une éventuelle vacance du poste entre le départ de l'actuel titulaire et la nomination de son successeur. Tous ont demandé qui exercerait la responsabilité des activités après le 17 décembre 2021. Le Bureau échange avec de nombreux États non membres du Comité, en particulier lorsqu'ils sont impliqués dans la procédure de médiation, notamment les États à l'origine de l'inscription sur la Liste, les États de nationalité et de résidence des requérants, et d'autres États concernés par la demande de radiation. Tous les États qui ont contacté le Bureau ont déclaré espérer la nomination rapide d'un nouveau médiateur afin d'éviter une autre vacance prolongée de la fonction, comme cela s'était produit en 2017 et 2018, après le départ de la précédente Médiatrice.

Médiateur par intérim ou autre représentant

53. La vacance de près d'un an entre le départ de la deuxième Médiatrice, en 2017, et la nomination de l'actuel Médiateur, en 2018, a été une situation alarmante que le Médiateur n'a cessé de souligner. En cas de vacance de la fonction de médiateur et en l'absence d'un mécanisme d'appoint, toutes les procédures en cours d'instruction sont bloquées et les nouvelles demandes de radiation ne peuvent être acceptées par le Bureau que de manière informelle.

54. Une nouvelle vacance du poste de médiateur nuirait non seulement à la réputation et à la crédibilité du mécanisme dans son ensemble, mais mettrait également en péril les réalisations de ces 12 dernières années et priverait les personnes dont les demandes de radiation ne peuvent être formellement acceptées de leur droit de réexamen. Pour cette raison, le Médiateur réitère l'opinion exprimée dans les quinzième et seizième rapports du Bureau au Conseil de sécurité (voir [S/2018/579](#), par. 26, et [S/2019/112](#), par. 24 et 25), selon laquelle le mécanisme de médiation devrait être opérationnel à tout moment, y compris en cas de vacance du poste de médiateur.

55. Le Médiateur a proposé d'introduire certains éléments dans la prochaine résolution renouvelant le mandat du Médiateur. Il s'agirait notamment de charger le Secrétaire général d'assurer la continuité du mécanisme de médiation en créant la

fonction de médiateur adjoint, dont le titulaire aurait pour mission d'étudier les demandes de radiation et de faire avancer la procédure en l'absence d'un médiateur. De l'avis du Médiateur, cette fonction ne nécessiterait pas de créer un nouveau poste ; elle pourrait être exercée par le ou la juriste qui assiste le Médiateur, sans aucune implication financière⁵.

Mesures transitoires

56. Afin d'atténuer les conséquences d'une éventuelle vacance de la fonction, le Médiateur a proposé des mesures transitoires visant à assurer la poursuite des procédures en cours d'instruction par le Bureau. Les dossiers 94, 95 et 96 sont pendants devant le Comité, et les dossiers 97, 98 et 99 en sont au stade de la collecte d'informations. Afin de permettre au Bureau de continuer d'instruire les dossiers en cours, de gérer les extensions formelles des différentes phases de la procédure, le cas échéant, de se prononcer sur la recevabilité des nouvelles demandes et de présenter au Comité les rapports d'ensemble du Médiateur concernant deux dossiers en cours, le Médiateur a proposé que le ou la juriste compétent(e) soit autorisé(e) à remplir ces tâches très spécifiques et assorties de délais précis pour une période limitée, jusqu'à la prise de fonctions du nouveau Médiateur. Malheureusement, cette proposition a été rejetée par certains membres du Comité et un autre arrangement a été proposé pour la période transitoire. Aux termes de cet arrangement, qui est similaire aux mesures transitoires mises en place en 2017 (voir [S/2017/685](#), par. 49), aucun représentant temporaire n'a été désigné d'un commun accord pour exercer les fonctions de médiateur dans le cadre des différentes étapes de la procédure de médiation. Au moment de la soumission du présent rapport – à l'avant-dernier jour du mandat du Médiateur – la proposition relative à l'adoption de mesures transitoires est en suspens devant le Comité. À ce stade, la principale préoccupation tient au fait que l'on ignore toujours comment les deux rapports d'ensemble en suspens seront présentés au Comité si un nouveau médiateur n'est pas nommé à temps pour le faire, et, par conséquent, comment ces dossiers pourront être finalisés dans les délais prévus par la résolution.

57. Le conseil chargé de l'un de ces dossiers a indiqué qu'il envisageait d'introduire une action similaire à celle engagée par Yassin Abdullah Kadi⁶ au cas où la procédure relative au dossier de son client serait retardée en raison d'une vacance du poste de médiateur.

B. Résumé de l'analyse et rapport d'ensemble expurgé

58. Trois ans après la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives à la communication de motifs détaillés aux requérants, le Médiateur a proposé au Comité qu'une version expurgée du rapport d'ensemble leur soit communiquée en lieu et place d'un résumé de l'analyse contenue dans ledit rapport. Dans un cas, le Comité a accepté la nouvelle pratique proposée, qui a été immédiatement mise en œuvre. Le Médiateur considère cette pratique comme une amélioration importante de la transparence et de l'équité et estime que la décision du Comité crée un précédent. Sur le fond, ce rapport expurgé comprend des modifications minimales par rapport au

⁵ Au moment de l'établissement du présent rapport, il apparaît que cette proposition ne sera pas incluse dans le texte final de la nouvelle résolution.

⁶ Voir, par exemple, l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (grande chambre), *Commission européenne et. al. contre Yassin Abdullah Kadi* (Affaires jointes C-584/10 P, C-593/10 P et C-595/10 P) (18 juillet 2013), dans lequel la Cour a déclaré qu'un contrôle effectif par les juridictions de l'Union européenne était d'autant plus essentiel en l'absence de garanties de protection judiciaire effective au niveau des Nations Unies.

résumé de l'analyse. Surtout, le requérant a pu prendre connaissance des informations le concernant dans le format original du rapport plutôt que dans un document distinct, et bien que les informations confidentielles aient été retirées du rapport, il a pu mieux comprendre les tenants et les aboutissants de son affaire puisque les faits et les motifs ayant présidé à la recommandation du Médiateur ont été communiqués de manière plus exhaustive qu'au moyen d'un simple résumé de l'analyse. Pour cette raison, le Médiateur recommande que le Conseil de sécurité donne au moins la possibilité au Médiateur de recourir à cette nouvelle pratique dans la nouvelle résolution. Cette pratique ne limite pas le droit des membres du Comité d'être impliqués dans la communication des motifs aux requérants, des documents supplémentaires pouvant toujours être transmis à la demande de l'un d'entre eux.

C. Rencontre en personne avec les requérants

59. Au cours de la période considérée, un État Membre qui était l'État de nationalité et de résidence d'un requérant n'a pas permis au Médiateur de s'entretenir en personne avec le requérant avant la soumission du rapport d'ensemble. Aucune raison valable n'a été fournie pour justifier cette décision, qui contrevient à la résolution. Le Médiateur a appelé l'attention de l'État Membre concerné sur les dispositions pertinentes de la résolution et a insisté pour s'entretenir personnellement avec le requérant – en vain. Le rejet injustifié de la demande du Médiateur de rencontrer le requérant en personne dans les délais prévus par la résolution constitue une restriction infondée du droit du requérant de présenter ses arguments et a affecté en l'espèce l'équité de la procédure. Le Médiateur a indiqué à plusieurs reprises qu'au-delà du droit du requérant de présenter ses arguments, un entretien en personne pouvait également être essentiel pour établir la vérité. Le Conseil de sécurité devrait demander à tous les États Membres de coopérer sans condition avec le Médiateur dans le cadre de procédure de la résolution.

60. Lors d'une discussion avec le conseil du requérant, le Médiateur a expliqué qu'il était possible de reporter l'entretien ou de le réaliser par visioconférence. Compte tenu du départ imminent du Médiateur et de l'incertitude qui règne sur la date de prise de fonctions de son successeur, et des conséquences éventuelles de cette situation, qui pourrait retarder l'instruction du dossier et compromettre l'équité de la procédure, les parties concernées ont décidé de réaliser l'entretien par visioconférence, avec le consentement du requérant, à titre exceptionnel et sans préjudice des futurs dossiers.

D. Qualité des informations transmises, manque de preuves et loyauté de la procédure

61. Dans un dossier qui a été examiné au cours de la période considérée, il est apparu clairement que les motifs ayant présidé à l'inscription du requérant sur la Liste et aux demandes de différents États de maintenir cette inscription reposaient exclusivement sur un travail de renseignement. Il n'a pas été possible d'établir si les informations avaient été recueillies par les services de renseignement de différents pays ou si elles provenaient d'une seule source et avaient été partagées par cette dernière avec les services d'autres pays. Ce sont ces mêmes informations qui ont été soumises lors de la procédure de médiation. La qualité de ces informations est médiocre et constitue une source de préoccupation. Bien qu'une grande partie des allégations portées contre le requérant aient fait l'objet d'une enquête approfondie par les autorités du pays d'origine de ce dernier et n'aient pas été confirmées, les États concernés se bornent à réitérer les informations déjà réfutées dans le cadre des procédures nationales. En outre, la plausibilité de ces informations n'a fait l'objet d'aucun contrôle. Il n'a pas été admis ni même envisagé que les allégations en question étaient de fait hautement

improbables et invraisemblables au vu des informations librement accessibles concernant le requérant. Certaines de ces informations sont manifestement fausses. D'autres reposent sur une mauvaise compréhension du conflit auquel le requérant a participé. Par exemple, un camp d'entraînement militaire gouvernemental a été considéré comme un camp d'entraînement d'Al-Qaida, alors que celui-ci ne pouvait en aucun cas être sous le contrôle d'Al-Qaida. Il est également possible – bien que le Médiateur n'en ait pas la preuve – que les allégations formulées aient été intentionnellement fausses, peut-être dans un esprit de vengeance à l'égard du requérant. Il se peut enfin – ce qui serait moins grave mais tout de même troublant – que ces allégations soient le fruit d'une interprétation subjective ou d'une mauvaise connaissance de la situation politique et militaire ambiguë qui régnait alors.

62. Dans un autre dossier examiné au cours de la période considérée, l'enquête du Médiateur a révélé qu'au moins une partie des informations sur lesquelles a reposé la décision initiale d'inscription sur la Liste avaient été obtenues par la torture et étaient donc intrinsèquement peu fiables.

63. Il va sans dire que les moyens et instruments dont dispose le Médiateur sont insuffisants pour clarifier totalement et de façon certaine des questions aussi graves. Le mécanisme d'examen incarné par le Médiateur est une voie de recours importante dans l'intérêt de l'équité et d'une procédure régulière, mais ses limites sont évidentes. Les deux interprétations possibles concernant les informations erronées qui ont été transmises dans le premier cas et le manque patent de fiabilité de l'information dans le second cas démontrent également qu'il importe d'appliquer dès le départ des normes élevées à l'évaluation et à la validation des éléments factuels sur lesquels reposent les décisions d'inscription sur la Liste. Le Médiateur recommande que le Conseil de sécurité et le Comité s'attachent à définir plus spécifiquement les critères applicables à l'évaluation et à la validation des déclarations concernant les faits reprochés afin d'éviter toute décision inappropriée.

E. Mise à jour systématique des informations concernant les personnes et entités inscrites sur la Liste

64. Les cas susmentionnés confirment ce que le Médiateur a constaté dans de nombreux autres dossiers : une fois qu'une personne a été inscrite sur la Liste, les informations la concernant ne sont plus mises à jour, du moins pas systématiquement. Plusieurs États ont exprimé l'opinion selon laquelle le simple fait qu'une personne ait été inscrite sur la Liste était une raison suffisante pour maintenir son inscription. Le Médiateur a été informé à diverses reprises que les informations concernant des personnes ou entités inscrites sur la Liste n'ayant pas été mises à jour, on en déduisait que les motifs ayant présidé à leur inscription étaient toujours d'actualité. De leur côté, les États se sentent rarement tenus de mettre à jour les informations pertinentes et de communiquer au Comité des informations actualisées de leur propre initiative, que celles-ci soient en faveur ou en défaveur de la personne inscrite. Dans un cas, par exemple, l'inscription sur la Liste avait pour base une procédure pénale nationale. Le fait qu'un autre jugement pertinent ait été rendu sept ans plus tard, dans le même État, contre la même personne, au terme d'un procès public, n'était pas connu du système de sanctions des Nations Unies. Dans un autre dossier, le Médiateur a été explicitement informé que le requérant vivait toujours dans son pays d'origine où il soutenait Al-Qaida, alors qu'il avait en réalité quitté son pays quatre ans auparavant et bénéficiait depuis de l'asile politique dans un autre État. Le Médiateur recommande que le Conseil de sécurité et le Comité prennent des mesures supplémentaires pour faire en sorte que les informations soient mises à jour et disponibles à tout moment, et pas seulement lorsqu'est lancée une nouvelle procédure de médiation à la suite d'une demande de radiation.

65. De l'avis du Médiateur, il découle des principes généraux du droit qu'un organe qui est habilité à sanctionner des personnes et des personnes morales a la responsabilité de s'assurer que les informations sur lesquelles reposent ses décisions sont exactes, à jour et fiables, a fortiori si la personne sanctionnée n'a pas la possibilité d'exercer son droit d'être entendue avant qu'elle ne dépose une demande de radiation auprès du Médiateur.

F. Dispositions informelles renforçant l'indépendance du Bureau

66. Dans les treizième et quatorzième rapports du Médiateur ([S/2017/60](#) et [S/2017/685](#)) figuraient des informations sur les dispositions informelles prises par le Secrétariat pour renforcer l'indépendance du Bureau. Ces dispositions comprenaient notamment une mesure visant à associer le Médiateur à toutes les procédures de recrutement du personnel chargé d'assister le Bureau ([S/2017/60](#), par. 36). Récemment, le poste de juriste du Bureau est devenu vacant et un avis de vacance de poste a été publié. Le Médiateur recommande vivement d'associer son successeur au processus de recrutement et à la sélection du nouveau ou de la nouvelle juriste.

G. Traduction des rapports d'ensemble

67. Les rapports d'ensemble du Médiateur au Comité sont traduits dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et mis à la disposition du Comité pour examen. Dernièrement, le temps nécessaire à la traduction de ces rapports a considérablement augmenté. Le Médiateur souligne que plus vite les traductions sont disponibles, plus vite le Comité peut se prononcer sur les dossiers en cours.

H. Questions pratiques liées à la pandémie

68. Au cours de la période considérée, le Bureau s'est acquitté des diverses missions qui lui ont été confiées malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et l'adaptation nécessaire des méthodes de travail, tant au Siège de l'Organisation des Nations Unies que lors de ses déplacements. Dans deux dossiers examinés au cours de la période considérée, le Médiateur a pu se rendre dans le pays de résidence du requérant pour s'entretenir avec lui en personne. Dans un troisième dossier, l'entretien en face-à-face a été annulé pour des raisons indépendantes de la pandémie.

69. Le Médiateur a présenté un exposé en personne au Comité dans le cadre du dossier n° 94, comme prévu par le Conseil de sécurité.

I. Conclusions

70. Le Bureau du Médiateur continue de mettre à la disposition des personnes et des entités inscrites sur la liste du Comité un mécanisme d'examen opérationnel et efficace qui préserve les éléments essentiels que sont l'équité et la régularité de la procédure.

71. Néanmoins, il est impératif et urgent qu'un système soit mis en place pour assurer la continuité du mécanisme, y compris en cas de vacance du poste de médiateur.

72. Les dossiers examinés au cours de la période considérée ont plus que jamais mis en lumière la nécessité de s'assurer de la qualité des informations sur lesquelles se

fondent les décisions d'inscription sur la Liste. Les conséquences des sanctions sur la vie d'une personne sont trop importantes pour que le Comité ne prenne pas de mesures visant à empêcher que des personnes ne soient inscrites sur la Liste sur la base d'informations découlant d'actes de malveillance tels que la torture ou de fausses allégations. La décision d'inscrire une personne ou une entité sur la Liste relève de la responsabilité de chaque membre du comité, et pas seulement de l'État à l'origine de l'inscription. Chaque membre doit donc faire acte de diligence raisonnable lorsqu'il examine les informations fournies à l'appui d'une proposition d'inscription.

73. Le manque d'indépendance institutionnelle et le statut du Médiateur continuent de poser problème, comme l'ont souligné les trois médiateurs. On espère qu'un bureau indépendant pourra être créé dans un avenir proche, comme l'a demandé à maintes reprises le Conseil de sécurité. Ce serait également l'occasion de créer la fonction de médiateur adjoint pour assurer la continuité de la procédure de médiation.

74. Enfin, il est à espérer que les progrès réalisés au cours de la période considérée en matière de transparence, comme le fait de communiquer une version expurgée du rapport d'ensemble du Médiateur au requérant, seront préservés et institutionnalisés sous le mandat du prochain Médiateur.

75. Le Médiateur saisit cette occasion pour remercier les États Membres, le Secrétariat, les requérants et leurs conseils pour leur confiance dans la procédure de médiation et leur soutien au cours des trois dernières années et demie.

Annexe

Status of recent cases¹**Case 99, one individual (Status: information-gathering phase)**

<i>Date</i>	<i>Description</i>
16 December 2021	Transmission of case 99 to the Committee
16 April 2022	Deadline for completion of the four-month information-gathering period

Case 98, one individual (Status: information-gathering phase)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
29 November 2021	Transmission of case 98 to the Committee
29 March 2022	Deadline for completion of the four-month information-gathering period

Case 97, one individual (Status: information-gathering phase)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
27 September 2021	Transmission of case 97 to the Committee
27 January 2022	Deadline for completion of the four-month information-gathering period

Case 96, one individual (Status: Committee phase)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
1 July 2021	Transmission of case 96 to the Committee
1 November 2021	Information-gathering period completed
29 November 2021	Comprehensive report submitted to the Committee

Case 95, one individual (Status: Committee phase)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
9 June 2021	Transmission of case 95 to the Committee
25 October 2021	Information-gathering period completed
16 December 2021	Comprehensive report submitted to the Committee

¹ The status of all cases since the establishment of the Office of the Ombudsperson can be accessed through the website of the Office: www.un.org/securitycouncil/sc/ombudsperson/status-of-cases.

Case 94, one individual (Status: Committee phase)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
1 April 2021	Transmission of case 94 to the Committee
1 August 2021	Information-gathering period completed
1 October 2021	Comprehensive report submitted to the Committee
24 November 2021	Presentation of the comprehensive report by the Ombudsperson to the Committee

Case 93, Khalifa Muhammad Turki al-Subaiy (Status: delisted)

<i>Date</i>	<i>Description</i>
28 September 2020	Transmission of case 93 to the Committee
11 February 2021	Information-gathering period completed
11 May 2021	Comprehensive report submitted to the Committee
7 July 2021	Presentation of the comprehensive report by the Ombudsperson to the Committee
6 September 2021	Committee decision to delist
15 September 2021	Formal notification to the petitioner with redacted version of the comprehensive report (in lieu of the summary of analysis)